



Pour une anthropologie sociale de la crise écologique

Fabrice Flipo

► To cite this version:

| Fabrice Flipo. Pour une anthropologie sociale de la crise écologique. 2008. hal-00957908

HAL Id: hal-00957908

<https://hal.science/hal-00957908>

Submitted on 11 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour une anthropologie sociale de la crise écologique

L'idée directrice est que « la dégradation de l'environnement » est une crise anthropologique, c'est-à-dire une crise de la nature humaine. La relation de l'homme à la nature ne va plus de soi, cela met en cause non seulement la prétention de l'être humain à connaître cette nature et la « dominer » mais aussi l'ensemble des institutions mises en place dans ce but, qui étaient jusque-là vues comme pouvant générer « du progrès ». Je pense en particulier au rôle de l'entreprise au sens profitable du terme. Pour éviter de s'en tenir aux débats sur les impacts sur les grenouilles et les nénuphars, tout importants qu'ils soient, notre travail devrait aussi essayer de décrypter comme les conceptions de l'être humain et par conséquent des organisations humaines sont mises en cause et évoluent. Sans cela, on ne rend pas compte d'une grande partie des arguments utilisés autour de la crise écologique, tels que le « retour à l'âge de pierre », le « progrès » etc. et qui sont pourtant structurants.

Il est classique de considérer l'environnement comme l'ensemble des éléments naturels extérieurs à l'activité humaine. L'écologie a d'abord été élaborée hors activité humaine, en étudiant des écosystèmes présentés comme « naturels ». La « protection de l'environnement » a en premier lieu pris la forme de la création de parcs « naturels », conçus comme devant être dépourvus d'activités humaines. La définition même de l'environnement se comprend souvent comme désignant ce qui environne les activités humaines, celles-ci n'en faisant pas vraiment partie. L'environnement est le lieu où l'on déverse les déchets, où l'on prélève les ressources. Du côté du droit, l'environnement apparaît sous la forme d'une protection des milieux – interdiction des rejets, protection des espèces, réglementation des comportements et des activités dans les espaces naturels etc. La sociologie de son côté aurait négligé l'insertion de l'homme de la nature et adhéré au « human exemption paradigm » dont parlent Catton & Dunlap.

Si le problème est « l'oubli » de l'environnement, et le choc de positions politiques concurrentes cherchant à le faire prendre en compte, alors la solution à la crise environnementale consiste à mettre en place des « forums hybrides » pour élargir la démocratie en faisant participer des « non-humains ». Nous devrions réformer la « constitution moderne » pour y faire entrer ces nouveaux êtres et les socialiser, composer avec eux un monde commun. Il serait question d'« internaliser les externalités », de rendre compte des coûts cachés au moyen de permis et de taxes.

Le problème de cette approche est qu'elle ne rend pas compte des raisons pour lesquelles les acteurs se mobilisent en faveur de l'environnement. Elle en reste à une approche microsociologique des interactions humaines, sans saisir les grandes évolutions de fond, institutionnelles et herméneutiques. Elle ne s'intéresse qu'aux interactions stratégiques. Elle laisse donc dans l'ombre des questions importantes : quelle est la portée de la contestation écologique ? Quelles sont ses conséquences sur l'organisation sociale contemporaine ? Comment expliquer que les adversaires de l'écologisme affirment que cette dernière leur paraît évoquer un « ordre naturel » - qu'ils critiquent et dénoncent, tel Luc Ferry dans son pamphlet fameux au moment du Sommet de Rio, au nom d'une modernité qui aurait justement permis d'éviter le recours à tout ordre naturel, l'homme étant cet « être d'antinature » qui se fixe à lui-même ses règles et refuse par conséquent tout ordre donné ? Les controverses autour du rôle de la science, du progrès, des techniques, l'accusation souvent lancée contre les écologistes de vouloir « revenir à l'âge de pierre », l'incompréhension entre syndicalistes et écologistes etc. ainsi que le caractère passionné des argumentations, tout cela indique l'existence d'une évolution profonde des repères et des institutions, une évolution qui ne

peut se ramener à une simple divergence d'appréciation sur les risques générés par les prions et les OGM, ni à une pluralité d'opinions sur ce que la nature doit être.

Nier ce pan de la grammaire des controverses écologiques conduit le chercheur à trahir les termes employés par les acteurs eux-mêmes. Cette posture de recherche ne nous semble pas adéquate. Il y a en effet deux objections à faire à une telle posture. La première est qu'une telle attitude doit s'appuyer quelque part. D'où vient ce point de vue de Sirius ? L'histoire du marxisme apprend qu'un tel point de vue masque un structuralisme, un parti-pris ontologique rend indiscutable, puisque le chercheur se prétend au-dessus de la mêlée. Le chercheur, sociologue ou philosophe, se pose alors comme étant capable de déceler un sens à l'œuvre à leur insu, voire même de leur donner des leçons sur ce que l'écologie politique doit être¹. J'ai tenté de mettre à jour ailleurs les présupposés ontologiques à l'œuvre chez Bruno Latour² et montré qu'ils restaient dans une posture industrialiste classique, ne prenant pas au sérieux les arguments des écologistes. D'autre part une telle méthode, vidant les engagements des acteurs de leur substance, s'interdit d'étudier en profondeur ce qui est à l'œuvre au travers de l'argumentation écologiste – au moment où celle-ci n'est plus le monopole des « écologistes » historiques que sont les partis verts et les associations. Elle en reste à des arguments techniques, stratégiques, qui ne saisissent pas, par définition, les évolutions qui ont lieu sur le plan ontologique. En fixant implicitement une ontologie et en réduisant l'étude à l'examen de relations (médiations micro, éthique) entre identités figées, ces approches passent à côté de ce qui se joue aujourd'hui. Car s'il y a bien des écologies en lutte aujourd'hui pour la définition de la nature, les sciences humaines ne doivent pas s'interdire de les mettre à jour.

Notre position méthodologique sera donc différente. Nous allons prendre l'argumentation des acteurs au sérieux et de chercher à voir comment les différents publics, au sens de Dewey, décryptent l'espace dans lequel ils évoluent et structurent leur action les uns vis-à-vis des autres.

Cette posture méthodologique a une conséquence importante. Le concept de « nature », qui joue un rôle majeur dans les argumentations écologiques, doit en effet être entendu en un sens différent de celui qui est classiquement mobilisé dans la sociologie des risques et de l'environnement, et même différent de ce dont il est question dans les « éthiques de l'environnement ». Prendre « la nature » au sérieux, voir comment les acteurs se positionnent par rapport à cette entité exige d'écouter ce qu'ils ont à dire dans toute sa profondeur. En particulier la référence à la nature n'est pas utilisée uniquement dans les relations à l'égard d'un milieu vide d'êtres humains étudié par « l'écologie » mais aussi à propos des constantes humaines sous-tendant la forme et la permanence des organisations humaines – en particulier l'histoire des techniques (l'évolutionnisme étudié par Alain Gras) et le lien marchand (« lois du marché » dénoncées depuis Marx). L'écologisme met en cause la conception héritée de la nature humaine, en particulier l'*homo economicus* et l'*homo faber*, le marché et l'évolutionnisme technique, autrement dit les théories du « développement ».

Cet oubli est étonnant. Pourtant les négociations internationales nous montrent la voie : d'un problème d'environnement nous sommes peu à peu passés à une question de développement (durable) voire à une mise en cause du développement. Des penseurs importants de l'écologisme sont des critiques du développement (Latouche, Rist etc.). Le Grenelle « de l'environnement » a lui aussi maintenu jusqu'au bout l'ambiguïté entre « environnement » et « développement durable ». A ce titre, l'émergence d'une « sociologie de l'environnement » est aussi étonnante que le fait d'affecter le « développement durable » au « ministère de l'environnement ». L'environnement n'est pas, n'est plus un « secteur » des sociétés humaines. Il n'a plus ce statut dans les négociations internationales. Et pourtant il l'a encore dans la sociologie, la philosophie etc. Savoir pourquoi il en

1 Ainsi « politiques de la nature » de Bruno Latour.

2 F. Flipo, *L'enjeu écologique – lecture critique de Bruno Latour*, *La Revue du Mauss*, n°26, premier semestre 2006, pp. 481-495.

est ainsi est sans doute l'une des questions que nous pourrions poser ultérieurement.

La thèse de la « crise de l'environnement », entendue comme crise d'un lien à « la nature », néglige donc la crise de la technique – qui se manifeste par exemple par la défiance croissante envers les savants. Entre les deux, le lien est fort, et il nous paraît adéquat de les étudier ensemble. A la suite de Jacques Ellul (*Les nouveaux possédés*), nous ne pensons pas que l'époque moderne soit jamais « sortie de la nature » ni n'ait révélé à lui-même l'être humain comme « être d'antinature ». L'époque moderne n'a subi aucun « désenchantement ». Rétrospectivement, la thèse du « désenchantement du monde » est même surprenante : si tel était le cas, alors comment expliquer cette passion énorme qui a agité et agite encore des milliards de personnes dans le but de s'enrichir et d'acquérir les moyens techniques mis au point par l'Occident ? Comment expliquer l'engouement pour les NBIC ou les OGM, dont les avantages ne sont pas évidents ? Comment expliquer le soutien de syndicats tels que la CGT envers les OGM ? Comment rendre compte de la place énorme prise par la controverse sur l'expertise au sein du Grenelle de l'environnement et plus généralement dans les controverses environnementales ?

Ce qui indique le lien du développement avec la nature est qu'il peut faire l'objet de science. A ce titre-là, il échappe au politique. L'ordre cosmique, celui qui a été étudié par les scientifiques et mise en place par les ingénieurs sur la base de plans élaborés par tâtonnements successifs visant à « remettre la nature à l'endroit », c'est celui que nous appelons « développé ». L'élaboration de cet ordre implique la *découverte* de cet ordre, et non son *invention*, son adoption par vote et choix démocratique. Le développement n'est pas un choix politique mais un ordre rationnel, *le seul ordre rationnel possible* et de ce fait c'est un ordre naturel.

A ce titre, la controverse autour des « lois naturelles du marché », qui a opposé et oppose encore marxistes et capitalistes, masque une autre controverse, qui au cœur des affrontements entre « productivistes » et « antiprodutivistes » : les choix technologiques, et en particulier le déterminisme technique. Capitalistes et socialistes ont été d'accord, depuis la condamnation des Luddites, pour neutraliser toute critique des outils, le problème ne venant que de « l'usage qu'on en fait ». Les outils ne seraient pas fautifs. Cette conception purement instrumentale oublie qu'un outil n'est utile qu'en contexte. Pas de voiture sans station essence et réseau de pièces de rechange. Comme l'a montré Alain Gras, les outils n'existent qu'au travers de macrosystèmes techniques. Dès lors que le centre des controverses est la critique des macrosystèmes techniques, l'argument purement instrumental tombe. Ce qui nous intéresse, ce n'est pas d'étudier le moment où les outils sont encore libres de détermination mais le moment où ils deviennent obligatoires, où les citoyens ne peuvent plus s'en passer sous peine de ne plus pouvoir subvenir à leurs besoins élémentaires. Comment se nourrir sans voiture dans la banlieue de Houston, ou même de Paris ? Etre sans permis de conduire est un réel handicap, tout comme ne pas avoir de diplôme supérieur. La voiture ou le diplôme ne sont plus des choix (« tout dépend ce qu'on en fait ») mais des propriétés inscrites dans le milieu de vie. Inversement, l'automobile sans le réseau de réparateurs et de stations d'essence a une utilité très limitée, quel que soit l'usage qu'on en aie.

Quand les écologistes contestent « la technique » et les choix techniques, ils contestent le système dans son entier. L'agriculture biologique défendue par les écologistes est une technique qui suppose un changement majeur dans le rapport à la terre, l'ignorer c'est se condamner à ne pas comprendre pourquoi les opposants y sont aussi hostiles. L'agriculture biologique n'est pas un outil « qui dépend de ce qu'on en fait ». Cette conception instrumentale de l'action humaine ne rend pas compte des évolutions institutionnelles. Pire : elle les masque. Au contraire ce qui nous intéresse est de rendre compte des évolutions institutionnelles, et non des victoires ou des échecs ponctuels de tel ou tel acteur. Nous nous inscrirons donc dans une approche « compréhensive » de la logique d'action des agents étudiés.

Comment rendre compte de l'émergence des macrosystèmes techniques ? Aucune politique n'a « choisi » de développer un réseau routier tel que celui dont nous disposons aujourd'hui. Si les routes se sont « développées », si les voies de circulation se sont élargies, diversifiées et multipliées, c'est parce que les acteurs ont développé un discours et des pratiques qui ont été à l'origine d'un effet d'entraînement, capable de changer les institutions. Les critiques purement intellectuelles qui ne changent rien aux institutions ne nous intéressent pas ici. Ce que nous cherchons à voir est comment les publics font évoluer les institutions desquelles ils dépendent. En particulier l'évolution des techniques aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles telle qu'elle a été promue par les économistes et les ingénieurs, les capitaines d'industrie, les hommes et les femmes politiques comme une domination progressive de la nature. On les a célébrées comme étant la manière de faire parvenir l'homme à l'état « adulte ». Il devait donc bien y avoir une théorie de l'homme comme « enfant » - les sociétés « primitives », celle-là même que les écologistes sont accusés d'admirer. C'est dire si nous sommes bien dans le sujet en abordant les choses comme nous l'avons choisi.

L'ordre impersonnel du marché ou l'ordre impersonnel des techniques devait faire accéder l'humanité à sa plénitude. Cet ordre impersonnel a été étudié par les sciences de l'ingénieur et les sciences économiques. La rationalité à la racine de ces plans majestueux s'est présentée comme étant indépendante de toute opinion, de toute politique – autrement dit, elle s'est présentée comme *naturelle*. De Saint-Simon aux théories cybernétiques contemporaines et à la convergence NBIC, l'époque moderne poursuit le rêve d'un gouvernement automatique par le biais de machines. « L'administration des choses » devait, dans l'imaginaire de marché tout comme dans l'imaginaire marxiste, remplacer le gouvernement des êtres humains. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre des arguments tels que « l'homme a marché sur la Lune » - alors qu'en réalité c'était un seul être humain, de nationalité américaine. Le pouvoir de marcher sur la lune est spontanément attribué à l'espèce, à l'humanité entière. Il est vu comme irréversible (« nous avons conquis l'espace ») et comme la conséquence d'une évolution inéluctable de l'humanité (« l'homme a toujours voulu voler »), une sorte de destin – par conséquent, une *nature*.

Nous pouvons donc inverser la proposition moderne, illustrée par Luc Ferry : l'écologisme ne se manifeste pas avant tout comme la volonté de rétablir l'ordre naturel qui aurait disparu au profit d'une humanité toute-puissante sur son destin mais comme la volonté de pervertir et de déconstruire un ordre naturel donné, hérité, affirmé comme « rationnel », indépendant du politique, autrement dit réputé *technique*, un ordre qui, selon eux, se révèle de plus en plus comme étant politique, et plus précisément comme étant le fruit d'un arbitraire dangereux et mortifère. Arbitraire dans le choix de ses unités de compte, puisque la dilapidation de la richesse fournie par la nature est comptée positivement, arbitraire dans les bénéficiaires de cette spoliation, puisque contrairement aux promesses antérieures, il s'avère que le mode de vie « développé » n'est pas généralisable, condamnant de fait la majorité de l'humanité à un statut de sous-hommes : les « sous-développés ». Pour les contestataires, cet ordre naturel qui se présente comme « scientifique » et « rationnel » doit être démasqué comme politique. La remise à l'ordre du jour des stratégies luddites, s'en prenant aux outils et non aux rapports de production, va aussi dans ce sens. La « décroissance », fortement critique à l'égard du consumérisme et soucieuse de ce que l'économie appelle « l'effet rebond », va aussi dans le sens de cette remise en cause, tout comme les courants qui résistent au discours salvateur assurant la promotion des « nouvelles technologies » - téléphones portables, GPS, séquestration de carbone, fusion nucléaire etc. qui sont vus non comme des solutions mais comme autant de fuites en avant. La critique de la modernité et la contestation des scientifiques incarnant la science instrumentale, enfin, s'inscrit dans ce mouvement.

La sociologie a largement relayé le fait que les controverses écologistes portent sur la technique. D'ailleurs plusieurs auteurs ont essayé de thématiser le concept de « démocratie technique » (Callon, Lascoumes et Barthe, Feenberg etc.). Mais là encore les approches se s'en sont souvent

tenues aux interactions stratégiques, négligeant les enjeux ontologiques.

A nouveau, nous pensons que c'est là une erreur. La « démocratie technique » est un oxymore. Soit l'enjeu est technique, et alors il n'est pas politique, soit il est politique, et alors il n'est pas technique. Parler de « démocratie technique » est séduisant en théorie mais c'est une chimère en pratique. A nouveau, c'est trahir les acteurs et leurs revendications – d'un côté comme de l'autre. D'un côté parce que les acteurs mis en cause se sentent bien attaqués dans leur ontologie, et de l'autre parce que les écologistes, profondément, veulent faire évoluer les choses sur ce plan-là. Ils ne veulent pas des amendements à la marge mais changer la raison d'être de certaines institutions. Aucun des protagonistes ne pense être dans le domaine « technique ». Tous y voient des enjeux politiques, certes, mais pas seulement : ce qui est en jeu est aussi le mode de science et les manières de faire de la science – y compris la question de définir l'origine et la destinée de l'humanité, de la nature humaine, à savoir « le développement ». Comme le montrait D. Bourg (1996) ce qui est en cause est « le progrès ». C'est le destin de l'humanité qui est en cause. Sommes-nous condamnés à la catastrophe (« l'homme a toujours joué avec le feu », « c'est un apprenti-sorcier ») ? Sommes-nous irrémédiablement déraisonnables, promothéens ? Ce qui est questionné là n'est pas des options politiques mais la nature humaine, ce que nous estimons être notre avenir, notre destin.

En nous basant sur l'idée de Marx, restée sans lendemain chez les marxistes, selon laquelle la technique est relation à la nature, nous comprendrons la crise contemporaine comme une crise ontologique, et non comme la crise ou l'oubli d'une chose qui aurait toujours existé – l'environnement. Ce qui est en crise, c'est la conception de la nature, autrement dit les lieux communs des sociétés. Ce qui se cherche, à l'échelle locale et à l'échelle globale, de manière cosmopolitique (Beck, 2006), ce sont de nouveaux repères partagés, permettant d'éviter les maux et les conflits, ce que le modèle classique de « développement » ne permet plus. Personne ne croit plus que notre « modèle de développement » peut être montré en exemple aux populations du monde entier. Toute personne un peu curieuse et éclairée s'est rendue compte de la profondeur des changements nécessaires pour donner une place honorable et digne aux bientôt 9 milliards d'habitants terrestres. Ce qui nous intéresse est de voir comment les différents acteurs relèvent – ou pas – ce défi, dans leurs tentatives de faire évoluer les institutions et les conceptions de la nature.

La crise de la nature est une crise de sens. Ce n'est pas seulement la médiation qui fait problème – le lien avec cet « environnement » dont nous nous serions crus séparés et dont nous ferions peu à peu d'expérience à nouveau – mais aussi du côté du sujet, à savoir cet *homo faber* et cet *homo economicus*, qui peuvent être symbolisés par James Watt et Matthew Boulton. Qui sommes-nous ? Dans quel monde évoluons-nous ? Il n'y a pas un « environnement » qui aurait existé de toute éternité et qui aurait été négligé. La définition de « l'environnement » n'émerge que dans les années 60, il n'existait pas en tant que tel avant. Alors qu'y avait-il avant ? Rien ? Il y avait une autre conception de la nature, celle de l'économie et de la science expérimentale : la nature comme ressource et comme puits, manipulable à merci. La définition du milieu est étroitement dépendante de la conception que l'être humain qui le regarde a de lui-même. « Le cercle herméneutique est clos » disait Martin Heidegger : la seule manière à la disposition de l'être humain pour savoir comment être humain est de puiser dans le sens d'un milieu lui-même opaque. Dire que tout cela relève de la « construction sociale » est un constat qui ne permet pas d'avancer d'un pas dans la compréhension des enjeux. A nouveau, cela permet seulement au chercheur de se poser en donneur de leçons, en révélateur d'une ontologie auquel il aurait accès à l'insu des acteurs eux-mêmes.

Du point de vue méthodologique, notre démarche consiste à affirmer qu'il est vain d'étudier le rapport des êtres humains à « la nature » sans étudier le rapport que les êtres humains entretiennent avec eux-mêmes, et en particulier avec leur nature, à savoir cet ensemble de traits constitutifs de leur être qui leur semble indépendant des opinions et des jugements – autrement dit, ce qui est susceptible de science. Constaté que les conceptions de la nature sont différentes selon les acteurs

considérés, comme le fait John Urry, c'est donc avoir fait la moitié du chemin, mais non la totalité. Pour comprendre ce qui est en jeu, nous devons aussi rendre compte des différentes conceptions de la nature humaine. Les deux doivent être saisis dans leur interaction, car leur relation est transductive : ce qui transforme l'un transforme l'autre, et réciproquement ; ce qui a lieu est une entre-définition mutuelle de la nature et de la nature humaine. La définition est définition de liens.

Notre approche s'inscrit donc pleinement dans le champ des « cultural studies ». La culture et l'innovation culturelle trouvent ici à s'incarner dans leur sens le plus profond. Il ne s'agit pas seulement de luttes politiques, même si elles sont présentes, mais de débats sur l'ordre du monde et la place de l'être humain en son sein. Ce qui implique que cet ordre existe et aie une certaine stabilité, même s'il évolue. Tirer son épingle du jeu par le moyen du travail rémunérateur et de la consommation de moyens fournis par une division du travail guidée par les rendements croissants n'est plus suffisant. Il y a lieu de comprendre le monde différemment et de se positionner de façon nouvelle. Travailler plus et consommer plus n'est manifestement pas compatible avec la protection des grands équilibres écologiques. Trouver des solutions aux enjeux du « développement durable » ne semble pas faisable sans l'implication de toutes les parties, qui doivent donc se situer les unes par rapport aux autres de manière nouvelle. Comment se situent-elles ? Comment conçoivent-elles leur place vis-à-vis des autres entités avec lesquelles elles coexistent, entrent en conflit ou coopèrent, critiquent, flattent ou reconnaissent l'autorité ? Telles sont les questions auxquelles nous souhaitons répondre et au service desquelles nous voulons mettre notre enquête.

Du point de vue empirique, les guides de l'action peuvent être les suivants :

- dans le domaine microsociologique, interroger tout autant les actes qualifiés d'« écologiques » ou de « verts » par les acteurs que la manière selon laquelle ils définissent les raisons pour lesquelles ces actes peuvent permettre d'atteindre un équilibre avec la nature et ses habitants ; pointer les tensions, schizophrénies, contradictions entre les différentes affirmations ;
- dans le domaine macrosociologique, saisir les régularités, les présupposés « scientifiques », les conceptions de la nature à partir desquelles les publics structurent les institutions qui leur permettent d'atteindre les résultats recherchés ; saisir les contradictions entre les différentes régulations publiques, institutions, organisations parties prenantes du problème étudié.

Aspects micro et macrosociologiques peuvent être appréhendés par diverses techniques d'enquête, entretiens, focus group, analyse des politiques publiques, des jeux d'acteur et des stratégies des organisations, études de marché, analyses économiques etc.